

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4443

[2008/204474]

**6 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment ses articles D.218, D.217, R.278, R.279, R.284, R.286, R.287, R.401, R.402 et R.404;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, rendu le 25 juin 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 24 juin 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 septembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le conseil d'Etat;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article R.278, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :- au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "agrée" est inséré entre les mots "individuelle" et "à la place";

- au § 3, les mots "répondant aux conditions définies dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis environnement" sont supprimés et remplacés par le mot "agrée".

Art. 2. L'article R.279, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2008, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est modifié comme suit :- au § 1^{er} alinéa 3, les termes "informations reprises à l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle" sont remplacés par les termes "les modalités reprises à l'annexe XLVI";

- au § 2 :

- au 5^e tiret, après les termes "et de la S.P.G.E.", le texte suivant est ajouté : "Le collège communal communique son avis à l'organisme d'assainissement compétent dans un délai de trente jours après réception du rapport final. A défaut d'avis, celui-ci est réputé favorable";

- à l'alinéa 5, le mot "soixante" est remplacé par le mot "trente", et les mots "l'organisme d'assainissement concerné" sont remplacés par les mots "la S.P.G.E.";

à l'alinéa 6, le mot "dix" est remplacé par le mot "trente".

Art. 3. A l'article R.284, § 2, alinéa 2, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes repris au 6^o sont remplacés par les termes "les périmètres dans lesquels s'applique le régime d'assainissement collectif."**Art. 4.** A l'article R.286, § 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les termes "de zone" sont remplacés par les termes "réalisée par l'organisme d'assainissement compétent."**Art. 5.** A l'article R.287, § 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau les dispositions de l'alinéa 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :"Durant ce délai, les communes concernées, assistées éventuellement de l'organisme d'assainissement concerné, organisent une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement."**Art.6** A l'article R.401, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 et du 6 décembre 2006, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :- à l'alinéa 1^{er}, les termes "répondant aux conditions définies dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement" sont remplacés par le terme "agrée";

- l'alinéa 4 est supprimé.

Art. 7. A l'article R.402 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :- les dispositions du § 1^{er} sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Le montant de la prime s'élève, pour les systèmes d'épuration individuelle dimensionnés pour traiter une charge polluante égale ou supérieure à cinq équivalents-habitants et pour la première tranche de cinq EH, à :

1^o € 2.500 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section II du présent chapitre;2^o € 3.125 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section II du présent chapitre, lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, à l'exclusion du puits perdant, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;3^o € 4.000 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section II du présent chapitre, lorsqu'ils sont imposés par le Ministre suite à une étude de zone, ou lorsqu'ils sont imposés par le permis d'urbanisme délivré pour les travaux d'aménagement, de transformation ou d'extension visés à l'article R.279, § 1^{er};4^o € 5.000 pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section II du présent chapitre, lorsqu'ils sont imposés par le Ministre à la suite d'une étude de zone, ou lorsqu'ils sont imposés par le permis d'urbanisme délivré pour les travaux d'aménagement, de transformation ou d'extension visés à l'article R.279, § 1^{er}, et que l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, à l'exclusion du puits perdant, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.La prime visée au § 1^{er}, 1^o et 2^o, est majorée d'un montant de € 375 par équivalent-habitant supplémentaire.La prime visée au § 1^{er}, 1^o et 2^o, est majorée d'un montant de € 500 par équivalent-habitant supplémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'épuration individuelle pour lequel des travaux spécifiques de réhabilitation ou de construction d'un réseau de collecte, dans les conditions figurant à l'article R.279, § 5, sont indispensables.La prime visée au § 1^{er}, 3^o et 4^o, est majorée d'un montant de € 500 par équivalent-habitant supplémentaire.

La prime visée au § 1^{er}, 3^o et 4^o, est majorée d'un montant de € 625 par équivalent-habitant supplémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'épuration individuelle pour lequel des travaux spécifiques de réhabilitation ou de construction d'un réseau de collecte, dans les conditions figurant à l'article R.279, § 5, sont indispensables.”;

- au § 3, 3^o, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les termes "qui ont pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalent-habitants." sont remplacés par les termes "visés à l'article 279 § 1^{er}.”

A l'article R.404 du même livre, l'alinéa 4, b), est abrogé.

Art. 8. Les modalités de l'annexe XLVI du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau sont remplacées par les modalités suivantes :

Annexe XLVI

Nombre d'équivalent habitant

La capacité utile des systèmes d'épuration individuelle est déterminée en fonction du nombre d'équivalent habitant (EH) de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par le système. Elle est d'au moins 5 EH.

Pour les habitations unifamiliales qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent habitant égal au nombre d'occupants. Dans le cas de raccordement de plusieurs habitations sur la même unité ou la même installation d'épuration individuelle, la charge polluante est comptabilisée sur un nombre minimum de 4 EH par habitation.

Pour les autres habitations, le nombre d'équivalent-habitant correspondant à la charge polluante contenue dans les eaux usées domestiques est évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent habitant (EH)
Usine, atelier	1 ouvrier = 1/2 EH
Bureau	1 employé = 1/3 EH
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat) *	1 élève = 1/10 EH
Ecole avec bains sans cuisine (externat) *	1 élève = 1/5 EH
Ecole avec bains et cuisine (externat) *	1 élève = 1/3 EH
Ecole avec bains et cuisine (internat) *	1 élève = 1 EH
Hôtel, pension *	1 lit = 1 EH
Camping - emplacements de passage	1 emplacement = 1,5 EH
Camping - emplacements résidentiels	1 emplacement résidentiel = 2 EH
Caserne	1 personne (prévue) = 1 EH
Restaurant *	1 couvert servi = 1/4 EH Nbre EH = 1/4 EH x nombre moyen de couverts servis chaque jour
Théâtre, cinéma, salle des fêtes, débits de boisson	1 place = 1/30 EH
Plaine de sports *	1 place = 1/20 EH
Home, centre spécifique de soins, prisons *	1 lit = 1,5 EH

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque (*), le nombre d'EH calculé d'après le tableau est augmenté de 1/2 EH par membre du personnel attaché à l'établissement. Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Art. 9. A l'annexe XXXV modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2008 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

- la phrase "Le débit d'eau à traiter en temps de pluie est limité à deux fois le débit d'eaux usées en temps sec, calculé sur base de 180 l/H et par jour" est supprimée et remplacée par la phrase "Les rejets dans une zone de baignade ou dans une zone d'amont doivent faire l'objet d'une désinfection.”;

- dans la colonne libellée "Concentration", le chiffre "190" est remplacé par le chiffre "160" en ce qui concerne la Demande chimique en Oxygène.

Art. 10. L'article 5 du présent arrêté s'applique à tout plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique dont l'avant-projet a été approuvé par le Gouvernement postérieurement à l'entrée en vigueur dudit arrêté.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelles et aux installations d'épuration individuelle est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Art. 13. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4443

[2008/204474]

**6. NOVEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere seiner Artikel D.218, D.217, R.278, R.279, R.284, R.286, R.287, R.401, R.402 und R.404;

Aufgrund des am 25. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 24. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 17. September 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des am 6. Juni 2008 abgegebenen günstigen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Juni 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R. 278, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

- wird in § 1, Absatz 1 das Wort "zugelassenen" vor das Wort "individuellen" gesetzt;

- wird in § 3 das Wort "zugelassenen" vor das Wort "individuellen" gesetzt und werden die Wörter "das den Bedingungen genügt, die in den Erlassen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt worden sind" gestrichen.

Art. 2 - Artikel R. 279, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2008 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird folgendermaßen abgeändert:

- in § 1, Absatz 3 werden die Wörter "der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen" durch die Wörter "den in der Anlage XLVI angegebenen Modalitäten" ersetzt;

- in § 2:

- wird in Strich 5 nach den Wörtern, "und der S.P.G.E." folgender Text hinzugefügt: « Das Gemeindegremium übermittelt der zuständigen Vereinigung für die Sanierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Schlussberichts sein Gutachten. In Ermangelung eines Gutachtens wird dieses als günstig betrachtet. ».

- in Absatz 5 wird die Ziffer "60" durch die Ziffer "30" ersetzt und werden die Wörter "betroffene Vereinigung für die Sanierung" durch das Wort "S.P.G.E." ersetzt;

- in Absatz 6 wird die Ziffer "10" durch die Ziffer "30" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel R. 284, § 2, Absatz 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die in Punkt 6° enthaltenen Wörter durch die Wörter "die Umkreise, in denen das kollektive Sanierungsverfahren anwendbar ist" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel R. 286, § 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird das Wort "Gebietsuntersuchung" durch die Wörter "von der zuständigen Vereinigung für die Sanierung durchgeführten Untersuchung" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel R. 287, § 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Bestimmungen des Absatzes 3 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Während dieser Frist veranstalten die Gemeinden ggf. mit der Unterstützung der betroffenen Vereinigung für die Sanierung eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches."

Art. 6 - In Artikel R. 401, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 und vom 6. Dezember 2006, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

- werden in Absatz 1 die Wörter "den in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen entsprechendes" durch das Wort "zugelassenes" ersetzt;

- wird Absatz 4 gestrichen.

Art. 7 - In Artikel R. 402 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

- werden die Bestimmungen von § 1 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Für die individuellen Klärsysteme, deren Kapazität zur Behandlung der Schadstoffbelastung mindestens fünf Einwohnergleichwerten entspricht, und für den ersten Teil von fünf EGW, beläuft sich der Prämienbetrag auf:

1° € 2.500 für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme;

2° € 3.125 für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme, wenn die Ableitung des geklärten Abwassers durch eine der durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Bodenversickerungsmethoden, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt;

3° € 4.000 für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme, wenn sie vom Minister infolge einer Gebietsuntersuchung auferlegt werden oder wenn sie durch die Städtebaugenehmigung auferlegt werden, die für die in Artikel R. 279, § 1, erwähnten Einrichtungs-, Umbau- oder Erweiterungsarbeiten ausgestellt wird;

4° € 5.000 für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt II des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme, wenn sie vom Minister infolge einer Gebietsuntersuchung auferlegt werden oder wenn sie durch die Städtebaugenehmigung auferlegt werden, die für die in Artikel R. 279, § 1 erwähnten Einrichtungs-, Umbau- oder Erweiterungsarbeiten ausgestellt wird, und wenn die Ableitung des geklärten Abwassers durch eine der durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Bodenversickerungsmethoden, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt.

Die in § 1, 1° und 2° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 375 je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht.

Die in Paragraph 1, 1° und 2° erwähnte Prämie wird im Rahmen der Einsetzung eines individuellen Klärsystems, für das spezifische Arbeiten zur Sanierung oder zum Bau eines Sammelnetzes unter der in Artikel R.279, § 5, erwähnten Bedingungen unerlässlich sind, um einen Betrag von € 500 je zusätzlichen Einwohnerequivalent erhöht.

Die in § 1, 3° und 4° erwähnte Prämie wird um einen Betrag von € 500 je zusätzlichen Einwohnerequivalent erhöht.

Die in Paragraph 1, 3° und 4° erwähnte Prämie wird im Rahmen der Einsetzung eines individuellen Klärsystems, für das spezifische Arbeiten zur Sanierung oder zum Bau eines Sammelnetzes unter der in Artikel R.279, § 5, erwähnten Bedingungen unerlässlich sind, um einen Betrag von € 625 je zusätzlichen Einwohnerequivalent erhöht.“;

- werden in § 3, 3°, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, die Wörter "die eine Erhöhung der abgeleiteten Schadstoffbelastung in Einwohnerequivalenten verursachen" gestrichen und die Wörter "in Artikel 279, § 1, erwähnten" vor die Wörter "Einrichtungs-, Umbau- oder Erweiterungsarbeiten" gesetzt.

In Artikel R. 404 desselben Buches wird Absatz 4 b) außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - Die Modalitäten der Anlage XLVI des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden durch folgende Modalitäten ersetzt:

Anlage XLVI

Anzahl Einwohnerequivalente

Die Nutzleistung des individuellen Klärsystems wird aufgrund der Anzahl Einwohnerequivalente (EGW) der von dem System versorgten Wohnung oder Gruppe von Wohnungen bestimmt. Sie beträgt mindestens 5 EGW.

Für die Einfamilienwohnungen, die lediglich Haushaltsabwasser erzeugen, wird die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnerequivalentwert ausgedrückt. Im Falle eines Anschlusses mehrerer Wohnungen an ein und dieselbe individuelle Kläreinheit oder Kläranlage wird die Schadstoffbelastung auf der Grundlage einer Mindestanzahl von 4 EGW je Wohnung berechnet.

Für die anderen Wohnungen wird die Anzahl Einwohnerequivalente, die der im Haushaltsabwasser enthaltenen Schadstoffbelastung entspricht, wie folgt berechnet:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnerequivalente (EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter = 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter = 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension*	1 Bett = 1 EGW
Camping - Stellplätze für Durchreisende	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Camping - Stellplätze für Dauerbewohner	1 Stellplatz für Dauerbewohner = 2 EGW
Kaserne	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant*	1 aufgetragenes Gedeck = 1/4 EGW Anzahl EGW = 1/4 EGW x die durchschnittliche Anzahl der täglich aufgetragenen Gedecke
Theater, Kino, Festsaal, Getränkeausschank	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz*	1 Platz = 1/20 EGW
Heim, spezifisches Pflegeheim, Gefängnisse*	1 Bett = 1,5 EGW

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl EGW je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 1/2 EGW erhöht werden. Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muss eine eventuelle Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Art. 9 - In der Anlage XXXV, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2008, des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet:

- wird der Satz "Der Zufluss von bei Regenwetter zu behandelndem Abwasser wird auf die auf der Grundlage von 180 Litern pro Einwohner und pro Tag berechnete zweifache Abwassermenge bei trockenem Wetter beschränkt" gestrichen und durch den Satz "Die Ableitungen in ein Badegebiet oder in ein stromaufwärts gelegenes Gebiet müssen desinfiziert werden" ersetzt;

- wird in der Spalte "Konzentration" die Ziffer 190 durch die Ziffer 160 ersetzt, was den chemischen Sauerstoffbedarf betrifft.

Art. 10 - Artikel 5 des vorliegenden Erlasses ist auf jeden Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet anwendbar, dessen Vorentwurf nach dem Inkrafttreten des besagten Erlasses von der Regierung genehmigt wurde.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4443

[2008/204474]

**6 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van Boek II van het Leefmilieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt**

De Waalse Regering,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.218, D.217, R.278, 286, R.287, R.401, R.402 en R.404;

Gelet op het advies van de Wateradviescommissie, gegeven op 25 juni 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 juni 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 september 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2008;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.278, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, van Boek II van het Leefmilieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wordt gewijzigd als volgt :

- in § 1, eerste lid, wordt het woord "erkend" ingevoegd tussen de bewoordingen "voor de installatie van een" en de bewoordingen "individueel zuiveringssysteem";

- in § 3 vervallen de bewoordingen "dat voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning" en wordt het woord "erkend" ingevoegd vóór de bewoordingen "individueel zuiveringssysteem".

Art. 2. Artikel R.279, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2008, van Boek II van het Leefmilieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wordt gewijzigd als volgt :

- in § 1, derde lid, worden de bewoordingen "de gegevens opgenomen in bijlage I bij het besluit van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties" vervangen door de bewoordingen "de modaliteiten bedoeld in bijlage XLVI";

- in § 2 :

- vijfde streepje, wordt de volgende tekst toegevoegd na de bewoordingen "en de S.P.G.E." : "Het gemeentecollege deelt zijn advies mede aan de bevoegde saneringsinstelling binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het eindverslag. Bij gebreke daarvan wordt het advies geacht gunstig te zijn";

- in het vijfde lid wordt het cijfer "zestig" vervangen door het cijfer "dertig" en worden de bewoordingen "de betrokken saneringsinstelling" vervangen door de bewoordingen "de S.P.G.E.";

in het zesde lid wordt het cijfer "tien" vervangen door het cijfer "dertig".

Art. 3. In artikel R.284, § 2, tweede lid, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt de in punt 6^o vermelde bewoordingen vervangen door de bewoordingen "de omtrekken waarin de gemeenschappelijke saneringsregeling van toepassing is".

Art. 4. In artikel R.286, § 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, van Boek II van het Leefmilieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wordt het woord "door een zone-onderzoek" vervangen door de bewoordingen "door een door de bevoegde saneringsinstelling uitgevoerd onderzoek".

Art. 5. In artikel 287, § 1, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de bepalingen van het derde lid vervangen als volgt :

"Gedurende deze termijn organiseren de betrokken gemeenten, eventueel bijgestaan door de betrokken saneringsinstelling, een openbaar onderzoek overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek."

Art.6. Artikel R.401, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2005 en 6 december 2006, van Boek II van het Leefmilieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wordt gewijzigd als volgt :

- in het eerste lid vervallen de bewoordingen "dat beantwoordt aan de voorwaarden bepaald in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning" en wordt het woord "erkend" toegevoegd tussen de bewoordingen "individueel zuiveringssysteem";

- het vierde lid vervalt.

Art. 7. Artikel R.402 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt wordt gewijzigd als volgt :

- de bepalingen van § 1 worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Het bedrag van de premie bedraagt voor de individuele waterzuiveringssystemen die gedimensioneerd zijn om een vuilvracht te behandelen die gelijk is aan of groter is dan vijf equivalenten-inwoners en voor de eerste schijf van vijf equivalenten-inwoners :

1^o 2.500 euro voor de krachtens de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk erkende systemen;

2^o 3.125 euro voor de krachtens de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk erkende systemen indien de afvoer van het gezuiverde water via bodeminfiltratie gebeurt, zinkputten uitgezonderd, gemachtigd bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3^o 4.000 euro voor de systemen erkend krachtens de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk wanneer ze door de Minister opgelegd worden na een prioritair zone-onderzoek of wanneer ze opgelegd worden bij de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor inrichtingswerkzaamheden, verbouwingen of uitbreidingen bedoeld in artikel R.279, § 1;

4° 5.000 euro voor de systemen erkend krachtens de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk wanneer ze opgelegd zijn door de Minister ten gevolge van een prioritair zone-onderzoek of wanneer ze opgelegd zijn bij de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor inrichtingswerkzaamheden, verbouwingen of uitbreidingen bedoeld in artikel R.279, § 1, en de afvoer van het gezuiverde water via één van de wijzen van bodeminfiltratie, toegelaten bij de besluiten getroffen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gebeurt behalve via zinkputten.

De premie bedoeld in § 1, 1° en 2°, wordt vermeerderd met een bedrag van 375 euro per bijkomende equivalent-inwoner.

De premie bedoeld in § 1, 1° en 2°, wordt vermeerderd met een bedrag van 500 euro per bijkomende equivalent-inwoner in het kader van de uitvoering van een individueel zuiveringssysteem waarvoor specifieke werkzaamheden voor het herstel of de aanleg van een afwateringsnetwerk, onder de voorwaarden opgenomen in artikel R.279, § 5, noodzakelijk zijn.

De premie bedoeld in § 1, 3° en 4°, wordt vermeerderd met een bedrag van 500 euro per bijkomende equivalent-inwoner.

De premie bedoeld in § 1, 3° en 4°, wordt vermeerderd met een bedrag van 625 euro per bijkomende equivalent-inwoner in het kader van de uitvoering van een individueel zuiveringssysteem waarvoor specifieke werkzaamheden voor het herstel of de aanleg van een opvangnetwerk in de voorwaarden opgenomen in artikel R.279, § 5, onontbeerlijk zijn.”;

- in § 3, 3° gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 worden de bewoordingen “die een verhoging van de geloosde vuilvracht in equivalent-inwoners tot gevolg hebben” vervangen door de bewoordingen “bedoeld in artikel 279, § 1”.

In artikel R.404 van hetzelfde Boek wordt lid 4 b) opgeheven.

Art. 8. De modaliteiten van bijlage XLVI van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden vervangen door de volgende modaliteiten :

Bijlage XLVI

Aantal inwonerequivalent

De nuttige capaciteit van de individuele zuiveringssystemen wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten (IE) van de op het individuele zuiveringssysteem aangesloten woning of wooncomplexen. Ze bedraagt minstens 5 IE.

Er wordt vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht voor een gezinswoning die slechts huishoudelijk afvalwater voortbrengen, gelijk is aan een aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met het aantal bewoners. Als verschillende woningen op hetzelfde individuele zuiveringssysteem aangesloten zijn, wordt uitgegaan van minimum 4 IE per woning voor de berekening van de vuilvracht.

Voor de andere gebouwen wordt het aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met de vuilvracht van het huishoudelijk afvalwater, berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalent (IE)
Fabriek, werkplaats	1 werkmans = 1/2 IE
Kantoor	1 bediende = 1/3 IE
School zonder baden, douches of keuken (externaat) *	1 leerling = 1/10 IE
School met baden en zonder keuken (externaat) *	1 leerling = 1/5 IE
School met baden en keuken (externaat) *	1 leerling = 1/3 IE
School met baden en keuken (internaat) *	1 leerling = 1 IE
Hotel, pension *	1 bed = 1 IE
Camping - doorreisplaats	1 plaats = 1,5 IE
Camping - verblijfplaats	1 verblijfplaats = 2 IE
Kazerne	1 persoon (voorzien) = 1 IE
Restaurant *	1 opgediende maaltijd = 1/4 IE Aantal IE = 1/4 IE x gemiddeld aantal maaltijden opgediend per dag
Theater, bioscoop, feestzaal, slijterijen van dranken	1 plaats = 1/30 IE
Sportpark	1 plaats = 1/20 IE
Home, centrum voor specifieke verzorging, gevangnissen *	1 bed = 1,5 IE

Voor de met een sterretje (*) aangeduide gebouwen of complexen wordt het op grond van de tabel berekend aantal IE verhoogd met 1/2 IE per personeelslid dat in de instelling tewerkgesteld is. Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit wordt rekening gehouden met een eventuele vermeerdering van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Art. 9. Bijlage XXXV gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2008 bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit wordt gewijzigd als volgt :

- de zin “Het bij regenweer te behandelen waterdebit wordt beperkt tot tweemaal het afvalwaterdebit bij droog weer, berekend op basis van 180 liter per inwoner en per dag” vervalt en wordt vervangen door de zin “De lozingen in een zwemzone of in een stroomopwaartszone moeten het voorwerp uitmaken van een ontsmetting.”;

- in kolom met als opschrift “Concentratie” wordt het cijfer “190” vervangen door het cijfer “160” water betreft het Chemisch zuurstofverbruik.

Art. 10. Artikel 5 van dit besluit is van toepassing op elk saneringsplan per hydrografisch onderbekken waarvan het voorontwerp door de Regering goedgekeurd is na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 13. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4444

[2008/204442]

13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant fixation des règles de financement de la Société wallonne du Crédit social

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 175.3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 novembre 2008 :

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Les activités de la Société wallonne du Crédit social sont financées au moyen des emprunts levés par elle sur les marchés des capitaux et par les subventions accordées par la Région.

La Région garantit, à l'égard de leurs souscripteurs, la bonne fin des emprunts que la Société est autorisée à émettre, dans les limites fixées par le Gouvernement wallon.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région, le Ministre du Logement octroie à la Société wallonne du Crédit social une subvention destinée à financer sa mission d'octroi de prêts hypothécaires aux particuliers et d'octroi d'avances aux guichets du crédit social pour le financement des prêts hypothécaires à accorder à des particuliers.

La subvention est annuelle et se rapporte à la production d'une année civile, correspondant à l'exercice comptable. Cette production est appelée "année-programme".

Art. 3. La subvention vise à couvrir le différentiel d'intérêt actualisé entre le taux de financement réel moyen pondéré de la Société wallonne du Crédit social et le taux de rendement moyen brut pondéré sur les crédits nouveaux et avances nouvelles accordés au cours de l'année-programme.

Elle tient également compte du coût de couverture des frais de fonctionnement sectoriels, représentant la rémunération des guichets, et d'une réduction de valeur théorique permettant de couvrir les pertes susceptibles d'être encourues sur le portefeuille, eu égard aux prêts de l'année-programme.

Art. 4. § 1^{er}. Au début de l'année-programme, le Ministre fixe le montant provisoire de la subvention sur base d'une estimation du montant de la production et du différentiel visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, ainsi que sur la base des paramètres visés à l'article 3, alinéa 2.

Le montant de la subvention définitivement due est quant à lui déterminé sur la base du programme effectivement réalisé et des paramètres visés à l'article 3 tels que réellement observés, au cours de l'année-programme.

Le montant éventuellement trop versé à la Société wallonne du Crédit social est déduit du montant de la subvention provisoire à octroyer au cours de l'année suivant l'année-programme.

Le montant éventuellement dû par la Région est versé à la Société wallonne du Crédit social suivant un rythme fixé par le Ministre.

§ 2. La subvention inscrite au budget de la Région pour l'année-programme est liquidée à la Société sur la base de déclarations de créance mensuelles établies par elle et visées par les commissaires du Gouvernement. Ces déclarations de créance reprennent l'état d'avancement des engagements souscrits par la Société wallonne du Crédit social à l'égard des tiers.

Art. 5. Le Ministre du Logement et le Ministre du Budget sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN